



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/066 du 13 mai 2024
de mise en demeure à l'encontre de la société CHROM IMPEC pour les installations qu'elle exploite
20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS (77220)**

VU les parties législatives et réglementaires du Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 et L. 521-17 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté n° 23/BC/162 du 26 septembre 2023 du préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la société CHROM IMPEC pour les activités de traitement de surface qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Gretz-Armainvilliers ;

VU le rapport de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France n° E4/24-0531 du 5 mars 2024, établi suite à la visite d'inspection du 26 janvier 2024 de la société CHROM IMPEC et la proposition de l'inspection des installations classées de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2009 ;

VU le courrier n° E4/24-0531 du 7 mars 2024 de transmission dudit rapport à la société CHROM IMPEC ;

VU le courrier préfectoral n° E4/24-0532 du 7 mars 2024 informant, transmis à la société CHROM IMPEC, relatif à la procédure contradictoire dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, pour observations ;

VU l'absence d'observation de la société CHROM IMPEC sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que d'après les constats effectués le 26 janvier 2024 par l'inspection des installations classées, la société CHROM IMPEC ne respecte pas les dispositions de l'article 8.1.5 relatif à

l'interdiction d'activités au-dessus des installations de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2009 ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2009 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – RESPECT DES DISPOSITIONS

La société CHROM IMPEC (SIREN n° 582101259) qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220), est mise en demeure de respecter, dans un délai de six mois, les dispositions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2009 qui prévoit « L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités. ».

ARTICLE 2 – SANCTION

Faute d'obtempérer à la présente injonction, la société CHROM IMPEC sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

ARTICLE 3 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gretz-Armainvilliers et peut y être consultée.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne, pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 – NOTIFICATION ET EXÉCUTION

- le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le sous-préfet de Torcy,
- le maire de Gretz-Armainvilliers,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société CHROM IMPEC sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 13 mai 2024

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale de
Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie pour information :

- la préfecture (DCSE),
- le sous-préfet de Torcy,
- le maire de Gretz-Armainvilliers,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT),
- le Directeur Départemental de l'Emploi, du travail et des solidarités (DDETS, inspection du travail)

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

